

Discours à la Nation du Président de la République chef de l'Etat (suite et fin)

Eh bien, pour certains, une infime minorité, ces décisions qui sont bonnes pour les Gabonaises et les Gabonais, nous ne devrions pas les appliquer. Au moment où légitimement les Gabonais se plaignent du manque d'efficacité de leurs services publics, on refuserait les efforts qui permettraient d'améliorer la performance de ces services publics.

Ces blocages, signes d'un conservatisme, fussent-ils le fait d'une minorité, sont d'autant plus injustifiables qu'ils visent, d'une part, à défendre les intérêts de quelques-uns au détriment du plus grand nombre. Ils sont le fait de ceux qui, ayant manifestement la mémoire courte, ont bénéficié d'une augmentation de près de 30 % de leur rémunération pour certains.

Depuis, y a-t-il eu amélioration de la qualité du service au public alors que les agents de l'Etat ont été fortement augmentés ? Hélas, chacun peut constater que non. Prenons le cas des médecins fonctionnaires. Pourquoi font-ils grève ? Pour l'amélioration du service au sein de l'hôpital ? pour une meilleure prise en charge des patients ? Est-ce pour les Gabonais qu'ils bloquent le fonctionnement de l'hôpital ou pour leurs intérêts ? Est-ce pour les gabonais que certains médecins détournent le matériel et les médicaments pour les revendre au prix fort dans les cliniques privées ? Et pourtant on n'a jamais construit autant d'hôpitaux de dernière génération que depuis 2009.

Et en ce qui concerne certains de nos magistrats, observe-t-on une plus grande célérité dans le traitement des dossiers des justiciables depuis qu'eux aussi ont bénéficié d'une revalorisation salariale ? Ne nous voilons pas la face. Chacun, en réalité, connaît la réponse. Ceux qui se posent aujourd'hui en victime ou, mieux, en défenseurs du service public en sont en réalité les bourreaux. Ceux-là voudraient que rien ne change car, pensent-ils, il n'en va pas de leurs intérêts. Mais l'intérêt général, l'intérêt des Gabonaises et des Gabonais, s'en soucient-ils ? Ici aussi, chacun connaît la réponse. Les Gabonais doivent se lever contre cela, contre ses réflexes corporatistes qui les privent d'une vie quotidienne normale et d'un meilleur avenir.

Mes chers compatriotes,

La rupture pragmatique que j'appelle de mes vœux, et qui ne pourra être menée sans votre appui résolu et déterminé, c'est une lutte qui oppose deux camps : d'un côté, les privilégiés et actionnaires du statu quo et de l'autre les partisans du progrès. En ce qui me concerne, j'ai choisi mon camp.

Gouverner, c'est prévoir. Gouverner, c'est tenir un langage de vérité - dénoncer ce qui ne fonctionne pas - et prendre ses responsabilités pour y remédier. Nous ne pouvons pas continuer à dépenser plus que ce que nous gagnons. Nous ne pouvons pas laisser la masse salariale de l'Etat sans cesse augmenter. Sinon quoi ? Est-ce nos enfants qui paieront ? Car le fardeau de la dette, il faudra bien le supporter.

Et si on ne rembourse pas cette dette, un jour, nos partenaires, qui nous ont accordé leur confiance, risqueraient de nous la retirer. Voilà la réalité.

Le plan d'optimisation des finances publiques était donc nécessaire, indispensable. A la Présidence de la République, j'ai pris la décision difficile de me séparer de près de 40% de personnels nommés. Pour beaucoup d'entre eux, des collaborateurs de grande valeur, à l'expérience et à la fidélité reconnue, et pour certains qui brillaient par leur absentéisme tout en conservant leur rémunération. Il en va de même pour le gouvernement et l'administration centrale.

La réduction du train de vie de l'Etat touche donc d'abord le sommet de l'Etat. C'est ça l'exemplarité. C'est ça la justice, c'est ça l'équité. Ceux qui ont le plus contri-

buent le plus. A contrario, aucun, je dis bien, aucun agent de l'Etat percevant moins de 650.000 FCFA ne sera mis à contribution.

L'essentiel de l'effort en matière d'assainissement des finances publiques repose sur les plus hauts salaires, comme en témoigne la contribution de solidarité sur les hauts revenus qui sera mise en place conformément à ce qui a déjà été annoncé. Ces réformes, nous les mènerons à leur terme. Nous sommes déterminés. Je suis déterminé, car nous sommes sur la bonne voie. J'en veux pour preuve, notre stratégie a été saluée sans ambiguïté par le FMI et encouragée par les autres bailleurs internationaux.

S'il y a lieu de s'en féliciter, loin de moi l'idée de m'en contenter. Tout sera fait pour atteindre nos objectifs : à savoir rééquilibrer nos finances publiques, relancer la croissance et créer des emplois.

J'ai donc instruit ceux qui interviennent dans la mise en œuvre de ces réformes de redoubler d'efforts et d'accélérer le rythme.

Nous irons jusqu'au bout de notre réforme, quand bien même une infime minorité tente d'en perturber la mise en œuvre. Ces professionnels de la contestation se reconnaîtront. **A ceux-là, je voudrais dire que la démocratie, ça n'est pas la rue, la démocratie, c'est le dialogue, y compris le dialogue social. Que ceux qui contestent fassent assaut de meilleures propositions pour améliorer et réformer, qu'ils soient réellement les agents de changement qu'ils prétendent être et ils nous trouveront à leurs côtés pour faire avancer le pays.**

Mes chers compatriotes, Privilégier l'intérêt général sur les intérêts particuliers, y compris ceux des multinationales, c'est aussi garantir l'accès à l'eau et à l'électricité.

En février dernier, vous vous en souvenez, nous avons dû procéder à la réquisition d'usage de la SEEG pour des raisons d'intérêt général car la qualité du service ne cessait de se détériorer.

Depuis, ce sont des équipes gabonaises qui gèrent l'entreprise et la redresse peu à peu. La situation, si elle n'est pas totalement satisfaisante, s'améliore néanmoins. Comme quoi, nous avons des compétences et des savoir-faire qu'il nous faut valoriser.

Maintenant, nous allons trouver les meilleurs partenaires et investisseurs possibles pour nous permettre d'atteindre la qualité de services que les gabonais sont en droit d'attendre, nous allons redoubler d'efforts.

Mes chers compatriotes, Défendre l'intérêt général, c'est de manière évidente prendre en compte vos préoccupations les plus prioritaires au quotidien. Souvenez-vous le 31 décembre dernier. Je vous disais que trois principes guideront, en 2018, mon action et ma détermination à agir pour changer votre quotidien. Il s'agit du **triple sens des priorités, de l'efficacité et du concret.** C'est cette vision que j'insufflé depuis dans la conduite de la nouvelle action publique dans notre pays.

D'abord, le sens des priorités, parce qu'il ne faut pas se disperser. Le temps est par définition limité et je veux agir dans les domaines les plus prioritaires pour vous : l'emploi, l'éducation, la santé, le logement, l'accès à l'eau et à l'énergie par exemple.

Ensuite, l'efficacité car les actions menées doivent avoir une réalité dès cette année. Pas dans cinq ans ni même dans trois ans. Cette année!

Enfin, le concret, parce que chacun d'entre vous doit pouvoir dans son quotidien constater, voir de ses yeux une amélioration.

Sur cette base, je m'étais engagé à mettre en œuvre des mesures fortes dans des do-

maines où les besoins de nos compatriotes sont les plus urgents, les plus prenants. Depuis le début de l'année, certaines de ces mesures sont déjà entrées en application. C'est le cas notamment de la mesure sur la gratuité des accouchements qui a bénéficié à 14000 personnes, de l'installation des lampadaires solaires pour lutter contre l'insécurité, la rénovation de nombreuses écoles, le démarrage effectif du Fond d'initiatives départementales, les cliniques mobiles dont les premières arriveront d'ici quelques jours.

Pour d'autres en revanche, des lenteurs ont été observées dans l'exécution. Mais, je puis vous assurer que le cap est maintenu et que celles-ci seront à leur tour pleinement mises en œuvre au cours de cette année.

Mes chers compatriotes,

Défendre l'intérêt général, préserver l'intérêt des Gabonaises et des Gabonais, protéger les intérêts du Gabon en tant que Nation, c'est avant tout chercher à garantir son avenir.

Il est un domaine en particulier où cette transformation est indispensable, car les choses doivent radicalement changer : c'est l'Education.

Au Gabon, l'Education, je n'ai pas peur de le dire, est sinistrée. Dans ce domaine, nous allons de Charybdes en Scylla ou, si vous préférez, de mal en pis. Des exemples ? Aucune mention très bien, ni aucune mention bien au baccalauréat cette année. De manière générale, les résultats 2018 du Baccalauréat sont à peine moins catastrophiques que ceux de 2017. ! Face à cette situation, en homme d'Etat, je dois me poser la question : devons-nous continuer ainsi ? Est-ce cette éducation nationale que nous voulons ? Naturellement non. Il faut révolutionner le système. Il en va de l'avenir de nos enfants. Il en va de notre avenir à tous en tant que Nation.

Nous devons réfléchir aux indispensables réformes structurelles, à mettre en place pour faire en sorte que les Gabonaises et les Gabonais soient bien formés et puissent intégrer le marché de l'emploi. C'est d'autant plus nécessaire que la bonne formation de nos élèves contribue à l'attractivité des investissements extérieurs et donc une condition de l'accélération de la création d'emploi dans notre pays. L'éducation du primaire au supérieur en passant par la formation professionnelle constitue une priorité vitale pour notre pays.

Au passage, posons-nous directement la question de l'efficacité actuelle du système des bourses. Des sommes considérables y ont été investies avec des résultats plus que médiocres au fil des années. Rendez-vous compte c'est plus de 600 milliards de FCFA qui ont été dépensés entre 2012 et 2018 pour 800 000 bourses distribuées et pour quels résultats. Non seulement le Gabon est l'un des pays en Afrique qui dépense le plus pour ses étudiants boursiers sans que les résultats ne soient au rendez-vous, mais en plus l'orientation pose problème : 70 % des bourses sont octroyées dans des filières littéraires ou dans les humanités alors que nous avons davantage besoin de former les jeunes gabonais dans les filières techniques, professionnelles ou scientifiques pour renforcer l'adéquation entre l'offre de formation et les besoins sur le marché de l'emploi.

Face à ce constat, chaque Gabonaises, chaque Gabonais se rend bien compte que la priorité n'est pas aux revendications salariales dans l'Education Nationale. Plutôt que de revendiquer régulièrement des augmentations de salaires, de lancer des mots d'ordre de grève, les enseignants, qui ne sont pas les oubliés de la République, devraient d'abord se soucier de l'avenir de nos enfants.

Ils devraient se demander de quoi nous avons besoin pour mieux éduquer la jeu-

nesse gabonaise, pour mieux la former et pour lui donner les compétences nécessaires pour occuper les emplois d'aujourd'hui et de demain.

Notre système éducatif est en panne. Nous devons le réformer. J'en appelle ici comme ailleurs à une transformation en profondeur car

tout doit être remis à plat. Des mesures fortes et immédiates seront prises !

Tout d'abord, une réforme des conditions d'obtention de la bourse. Celle-ci sera désormais attribuée sur la base de critères sociaux et académiques, autrement dit au mérite et en tenant compte des revenus des parents. Une limite d'âge pour la percevoir sera fixée. En outre, il sera tenu compte, dans la délivrance des bourses, des besoins de notre économie : Les bourses seront principalement octroyées dans des filières pour lesquels les besoins en termes d'emplois sont nombreux.

J'annonce également la mise en place dans les tous prochains jours d'une task force sur l'Education. Celle-ci sera chargée de faire des propositions fortes, concrètes et d'application immédiate, c'est à dire dès la rentrée prochaine. L'objectif ? Remettre le secteur de l'éducation à flot du primaire au supérieur, créer un lien entre système éducatif et monde de l'Entreprise et revaloriser les filières professionnels et techniques.

Mes chers compatriotes,

Ces réformes peuvent, certes, nous perturber car elles bousculent le poids des habitudes. Elles incitent à une remise à plat. Elles nous imposent de nous remettre en cause. Elles sont destinées à améliorer la vie des Gabonaises et des Gabonais. Leur objectif est de donner une chance à nos enfants de vivre demain dans une meilleure situation que la nôtre. Si ces réformes ne sont pas mises en œuvre, le Gabon, certes, ne disparaîtra pas, mais il s'appauvrira. Et cela, je ne l'accepterai pas.

Le Gabon, notre pays, demeure une terre d'opportunité, un havre de paix et de stabilité dont l'attractivité auprès des investisseurs ne faiblit pas. Chaque jour des entreprises de réputation internationale et des hommes d'affaires du monde entier se pressent à nos aéroports pour tenter de bénéficier de nombreuses opportunités dont notre beau pays regorge.

Ce sont là de formidables motifs d'enthousiasme et de fierté qui doivent inciter les gabonais à faire plus et surtout mieux pour notre pays.

Rejoignez le camp de la réforme ! Ensemble, nous réussirons. C'est par l'effort collectif que nous parviendrons ensemble à ancrer durablement notre pays dans la paix, l'unité et à lui faire accéder à la prospérité partagée.

N'écoutez pas les faux-prophètes, ceux qui s'opposent pour s'opposer sans jamais rien proposer. Ne suivez pas le chemin qu'il vous indique et qui ne mène qu'à une impasse. A ces pessimistes professionnels j'opposerais toujours l'optimisme de la volonté. Cette inclination des vrais amoureux de la patrie à voir dans le triomphe des difficultés du moment l'occasion de prouver l'attachement éternel d'un peuple à sa patrie.

Mes chers compatriotes,

A chacune et à chacun d'entre vous, que vous soyez sur le territoire national ou à l'étranger, que vous viviez dans une grande ville ou dans un beau village, sachez que partout vous représentez le Gabon, Bonne fête de l'indépendance à tous et à chacun. Que dieu bénisse notre pays,

Vive la République, Vive le Gabon.